

ROYAUME DU MAROC



Direction du Trésor et des Finances Extérieures



المملكة المغربية



مديرية الخزينة والمالية الخارجية

## **Discours de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances**

### **Lors de la séance d'ouverture de**

**La 28<sup>ème</sup> réunion**

**du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE)  
du Bureau de la Commission Economique pour l'Afrique  
Organisé par le Bureau pour l'Afrique du Nord**

**sous le thème :**

**« Promouvoir la diversification et la sophistication  
pour la transformation structurelle des économies en  
Afrique du Nord »**

**A Rabat, le 26 février 2013**

*C'est toujours avec un grand plaisir de me retrouver avec vous en cette **28<sup>ème</sup> réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts** organisée par le Bureau de l'Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique.*

*Je tiens tout d'abord à réitérer mes vifs remerciements à **Madame Bounemra Ben Soltane, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord** pour son invitation ; et je profite de cette enceinte, pour saluer également la récente visite au Maroc de **Monsieur Carlos LOPES**, Secrétaire Exécutif de la CEA, que j'ai eu l'honneur et le plaisir de rencontrer il y a quelques jours à Rabat.*

*Je salue aussi **Monsieur Habib BEN YAHIA, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe**, et souhaite la bienvenue, au nom du Royaume du Maroc, aux représentants des pays membres ainsi qu'à l'ensemble des participants à cette réunion.*

*Mesdames et Messieurs,*

*Nous nous rencontrons aujourd'hui autour d'une problématique d'une grande importance pour l'ensemble du Continent et en particulier pour l'Afrique du nord. En effet, il devient de plus en plus urgent pour notre région d'assurer une meilleure diversification et sophistication des secteurs productifs dans le cadre du processus de transformation structurelle engagé par nos pays ; processus qui rime plus que jamais avec l'objectif du développement économique et social durable et celui d'un meilleur positionnement économique dans la chaine internationale de la création de la valeur.*

*La réalité actuelle de nos économies, qui a été mise à l'épreuve par la conjoncture internationale défavorable persistante, démontre globalement leur fragilité avec une insuffisance des niveaux de croissance et une relative lenteur du développement économique et social. Cette situation s'explique en partie par le niveau insuffisant de la diversification de ces économies et le faible degré d'intégration et de sophistication des exportations.*

*Même si certaines économies de la région sont plus diversifiées que d'autres, leurs performances restent dépendantes des cours des matières premières ou des aléas climatiques. La forte volatilité des cours des matières premières, conjuguée à la crise économique internationale actuelle, ont ralenti la croissance économique de nos pays tout en mettant en exergue leur vulnérabilité aux chocs extérieurs.*

Compte tenu de ce constat, plusieurs interrogations s'imposent : comment se présente l'état actuel de la diversification et de la sophistication dans notre sous-région ? par quels moyens peut-on les engager et les promouvoir ? quels seraient dans ce cadre les rôles de l'Etat, du secteur privé et des autres intervenants ?

Je suis convaincu que lors des quatre prochaines journées du CIE, les experts apporteront une contribution précieuse et approfondiront les contours de cette problématique. De ma part, permettez-moi de partager avec vous trois idées à ce sujet.

*Mesdames et Messieurs,*

***La première idée consiste à souligner, qu'aujourd'hui, la diversification de la production et la sophistication des exportations n'est plus un choix pour notre sous région, mais une nécessité économique et stratégique vitale.***

En effet, certains signes aujourd'hui laissent penser que le modèle actuel de croissance de la région pourrait ne pas être durable, car il repose sur l'exploitation de ressources naturelles qui ne sont pas inépuisables ou pas renouvelables ou sur une production à faible valeur ajoutée en raison du niveau insuffisant de diversification et de sophistication.

Aujourd'hui nos pays, face aux grandes avancées industrielles et technologiques du reste du monde, doivent adopter une approche différente du développement. Le passage au rang d'économies émergentes doit nécessairement passer par une transformation plus profonde des économies, ce qui nous pousse à poser la question sur les processus devant nous guider à opérer ces changements structurels.

Les expériences réussies, aussi bien des pays développés que des pays émergents, ont montré que le passage de pays à bas revenu à pays à revenu intermédiaire, puis à économie émergente passe par une plus grande diversification de l'économie. Leur expérience a démontré également qu'au cours d'une longue période, et à mesure que le PIB réel par habitant augmente, la part du secteur primaire dans le PIB diminue alors que celle de l'industrie et des services s'accroît.

Ainsi, une stratégie industrielle, par exemple, peut jouer un rôle crucial dans la croissance, en mettant l'accent sur la diversification, de manière à réduire l'exposition aux chocs externes. Elle peut également favoriser l'augmentation des investissements, l'établissement de nouveaux liens en amont et en aval dans l'ensemble de l'économie, et la mise à niveau des qualifications de la main d'œuvre et des capacités technologiques ; ce qui contribuera à un meilleur positionnement sur des secteurs à forte valeur ajoutée et une intégration plus bénéfique de nos économies au commerce mondial.

L'Afrique du nord doit impérativement s'efforcer à instaurer une croissance forte, durable et inclusive, par la transformation structurelle qui s'appuie sur la diversification et la sophistication de la production.

Toutefois, et au-delà de la diversification des économies, la nature de la diversification et notamment celle du processus de sophistication des exportations constituent un levier du changement structurel des économies. Ce nouveau paradigme devrait favoriser l'amélioration de la compétitivité des économies nord-africaines et leur intégration dans la chaîne internationale de création de la richesse. Nos économies doivent veiller dans ce cadre à consolider les secteurs qui présentent des avantages comparatifs tout en développant davantage leurs tissus productifs et mettre ainsi de nouveaux jalons pour une croissance durable et plus vigoureuse.

*Mesdames et messieurs*

***La deuxième idée que je voudrais partager avec vous c'est que ce processus de transformation structurelle est la responsabilité de l'ensemble des intervenants, toutefois l'Etat de par sa mission, est appelé à y jouer un rôle central.***

*L'expérience des pays en Asie, en Amérique latine et ailleurs présente deux aspects importants d'une transformation économique réussie :*

- *Le premier, c'est que le changement structurel s'est réalisé à travers l'industrialisation et une plus grande diversification.*
- *Le deuxième et c'est le principal enseignement de ces réussites, c'est que l'État a joué un rôle central pour orienter et promouvoir cette transformation économique réussie.*

*L'État a, en effet, un rôle crucial à jouer pour promouvoir la transformation structurelle durable, compte tenu de la diversité des intervenants dans le processus de cette transformation et du fait que les investissements requis s'inscrivent dans la durée.*

*Ainsi, développer l'infrastructure, attirer des ressources étrangères et accroître la productivité sont d'importants éléments d'une transformation réussie, tout comme le sont des institutions fortes et efficaces. Une importance particulière devrait être accordée, dans ce cadre, à la bonne gouvernance, aux technologies de l'information, au genre et à la formation du capital humain.*

L'Etat, facilitateur de la diversification et de la sophistication, doit mieux connaître le fonctionnement de l'économie, en déterminer des secteurs stratégiques et mettre l'accent sur les facteurs favorisant une évolution favorable des structures et une diversification accrue de la production et des exportations.

Dans ce cadre, les gouvernements sont appelés à identifier de bons critères afin de déterminer les secteurs appropriés pour leur structure de ressources et leur niveau de développement.

Cependant, et malgré l'importance du rôle de l'Etat dans ce processus, il ne peut y avoir de transformation structurelle sans le perfectionnement des compétences, un plus fort engagement du secteur privé et l'adhésion de l'ensemble des partenaires économiques ainsi que des milieux académiques.

*Mesdames et messieurs*

*J'aimerais, dans ce dernier point, partager avec vous l'expérience de mon pays dans le domaine de la diversification et la sophistication des secteurs productifs.*

Durant ces dernières années, et à l'instar de tous les pays de la région, l'économie marocaine a évolué dans un contexte international défavorable marqué notamment par :

- l'entrée de l'économie mondiale, après la récession de 2009, dans une phase de croissance lente, voire négative dans la zone Euro notre principal partenaire ;
- la persistance des prix des produits de base à un niveau élevé et
- la volatilité accrue des taux de change notamment la parité euro/dollar.

La crise économique et financière, conjuguée aux aléas climatiques, a certes révélé pour le Maroc des fragilités structurelles liées à une diversification insuffisante des moteurs d'exportation et au faible niveau de productivité et de compétitivité de certains secteurs pleinement exposés aux jeux de la concurrence.

Néanmoins, globalement l'économie marocaine a fait preuve d'une certaine résilience face à cette crise et sa croissance est restée vigoureuse (en moyenne de près de 4,3% sur les 5 dernières années) et moins vulnérable aux aléas climatiques. Cette évolution est le fruit des différentes politiques sectorielles et réformes structurelles entreprises depuis plusieurs années, qui ont permis de développer le tissu productif national et de diversifier les sources de croissance et, conjuguées à une politique budgétaire contra-cyclique, d'éviter de recevoir de plein fouet le choc de la crise européenne.

Dans ce cadre, il a été opportun pour notre pays de s'attaquer aux fragilités sectorielles et aux sources de croissance identifiées et engager un repositionnement proactif pour tirer profit des mutations sectorielles profondes qui s'opèrent au niveau mondial dans divers domaines tels que l'industrie automobile, l'aéronautique, l'électronique, l'off-shoring, les énergies renouvelables, les services financiers ...et autres.

Aujourd'hui, et malgré les progrès accomplis, beaucoup de défis restent à relever compte tenu notamment de la persistance de cette conjoncture internationale défavorable et des besoins sociaux pressants. Le Maroc est ainsi déterminé à redoubler les efforts pour accélérer la mise en œuvre des stratégies sectorielles et entreprendre des réformes structurelles de 2<sup>ème</sup> génération visant l'amélioration de sa croissance potentielle et de sa compétitivité extérieure tout en renforçant la confiance des investisseurs et en s'appuyant sur la dynamisation du secteur privé.

*Mesdames et Messieurs,*

Je ne saurais terminer mon intervention sans souligner l'importance de l'intégration régionale pour réussir ce processus de diversification et de sophistication des secteurs productifs de notre région. Les efforts de l'Afrique du nord pour promouvoir une transformation structurelle durable seront encore plus efficaces (i) s'il y a une cohérence entre les politiques aux niveaux régional et international et les politiques nationales et (ii) si ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'une intégration régionale qui est la solution idoine pour nos pays pour s'imposer sur la scène économique mondiale.

Je suis convaincu que cette 28<sup>ème</sup> réunion du CIE permettra, sans nul doute, d'enrichir notre réflexion commune sur cette problématique à même de permettre la réussite de ce processus.

En souhaitant plein succès aux travaux de cette réunion, je voudrais renouveler mes remerciements à la Direction du Bureau de l'Afrique du Nord de la CEA et à l'ensemble des participants.

*Je vous remercie*